



PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE
**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté D3-2005 n° 448

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE
DU SEGREEN**

*Périmètres de protection des points de prélèvement
d'eau destinée à la consommation humaine
autour de la prise d'eau de Chauvon*

Communes du LION-D'ANGERS, CHAMBELLAY,
THORIGNE-D'ANJOU, MONTREUIL-SUR-MAINE,
CHAMPTÉUSSE-SUR-BACONNE, LA JAILLE-YVON,
CHENILLE-CHANGE et MARIGNE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARRETE

**Le Préfet de Maine-et-Loire
Officier de la Légion d'honneur**

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 1321.1 et L 1321.2 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 214 et suivants ;

Vu les décrets d'application n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures et n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application de la loi sus-visée ;

Vu le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine,

Vu le code rural, article 113,

Vu la délibération par laquelle le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (S.I.A.E.P.) du segréen sollicite la mise en place de périmètres de protection autour de ses ressources en eau potable de la prise d'eau de Chauvon ;

Vu les avis favorables des services consultés ;

Vu les résultats de l'enquête publique ;

Vu l'avis du commissaire-enquêteur du 8 janvier 2005,

Vu l'avis du sous-préfet de Segré du 31 janvier 2005 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 28 avril 2005 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

.../...

ARRÊTE

Art. 1 : Sont instaurés et déclarés d'utilité publique au bénéfice du S.I.A.E.P. du segréen les périmètres de protection immédiat, rapproché et éloigné définis à l'article 4 et dont l'emprise est figurée sur les plans annexés.

Ces périmètres concernent la prise d'eau de Chauvon sur la Mayenne au Lion d'Angers.

Art. 2 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT DES EAUX

Le débit maximum de prélèvement est de 500 m³/h.

Toute modification entraînant une modification du débit de prélèvement devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Art. 3 : TRAITEMENT PREALABLE DE L'EAU AVANT DISTRIBUTION

L'eau distribuée fait l'objet d'un traitement complet de type physique, chimique poussé avec un étage de dénitrification pour une partie du débit, affinage et désinfection.

Les matériaux en contact avec l'eau et les réactifs chimiques utilisés devront avoir fait l'objet d'un agrément préalable du ministère de la santé.

L'eau distribuée doit respecter les normes de qualité fixées pour les eaux d'alimentation par les textes pris en application du code de la santé.

La station de traitement dispose d'analyseurs en continu de l'eau traitée portant sur la turbidité, les nitrates et la teneur en chlore libre. L'exploitant est tenu informé immédiatement de toute anomalie relative à la qualité de l'eau traitée.

Elle est équipée par ailleurs de dispositifs anti-intrusion.

Art. 4 : PERIMETRES DE PROTECTION

4.1 - Périmètre immédiat

Celui-ci correspond à plusieurs entités disjointes :

- la prise d'eau dans la Mayenne,
- le local technique en crête de berge,
- l'enceinte de l'usine de traitement de Chauvon.

Les ouvrages de prise d'eau et d'exhaure situés sur le domaine public fluvial et maritime font l'objet d'une autorisation de prise d'eau et d'occupation temporaire délivrée par le service de la navigation et le conseil général.

Servitudes liées à la protection immédiate

Celle-ci est matérialisée par une clôture à quatre fils au maximum, superposés avec des poteaux espacés d'au moins deux mètres cinquante sans fondation faisant saillie sur le sol.

La servitude de halage est restituée sur la parcelle acquise par le SIAEP du segréen.

Pour limiter l'accès aux installations, les aménagements suivants sont réalisés :

- ▶ clôture des installations,
- ▶ installation d'une porte fermant à clef et interdisant l'accès à la passerelle,
- ▶ fermeture des trappes de visite des installations avec des cadenas,
- ▶ pose d'une échelle amovible pour accéder aux installations de pompage. Elle n'est mise en place qu'à l'occasion des interventions nécessitées pour l'entretien de l'ouvrage.

Une protection anti-intrusion informe l'exploitant de tout acte de malveillance.

Les eaux de ruissellement provenant du versant sont collectées et déversées en aval du site.

Des bouées et des pancartes sont installées sur l'eau pour baliser l'extension de la zone où toutes activités sont interdites, en dehors de celles effectuées par le gestionnaire des ouvrages pour l'entretien des installations. Les modalités concernant l'implantation des bouées et du balisage sont précisées dans l'arrêté d'occupation du domaine public fluvial après concertation entre les services de la DDASS et de la DDE chargée de la police de la navigation.

L'usine de traitement des eaux, y compris son extension, est clôturée par un grillage de 2 m de hauteur minimum. Toute activité y est interdite, en dehors de celle effectuée par le gestionnaire dans le cadre du fonctionnement de la station et pour l'entretien des installations. Les seules personnes autorisées à pénétrer dans l'enceinte sont celles qui sont habilitées par le maître d'ouvrage ou ses mandataires.

L'entretien des terrains aux abords de la prise d'eau et dans l'enceinte de l'unité de traitement est assuré uniquement par des moyens mécaniques ou manuels. Aucun apport d'engrais ou de produits phytosanitaires n'est admis dans l'enceinte du périmètre immédiat.

4.2 - Périmètre rapproché

Celui-ci comporte 2 zones : une zone sensible et une zone complémentaire contiguë à la précédente dans la partie aval.

Délimitation

- Zone sensible

Celle-ci correspond à un temps de transit des eaux d'une heure, lors d'une crue moyenne annuelle de 300 m³/s.

La limite amont est la limite du département de Maine-et-Loire avec celui de la Mayenne. Elle est constituée jusqu'au Moulin de Charray par une bande de 7,80 m de largeur minimale en rive droite correspondant à la servitude de halage et de 6 m en rive gauche.

A l'amont du Moulin de Charray, la zone sensible se limite aux rives de la Mayenne, en limite du lit mineur.

Sa superficie est de 48 ha.

- Zone complémentaire

Elle s'étend latéralement par rapport à la précédente entre la D 770 au sud et Montreuil-sur-Maine en rive droite et Port d'Ilot en rive gauche au Nord. En rive droite, elle concerne le coteau y compris les parcelles situées au-delà de la D 187 jusqu'à la Pironnière d'abord, puis elle se limite vers l'Ouest à la D 187 ensuite. En rive gauche, elle comprend la bordure de la plaine alluviale jusqu'à la D 287.

La délimitation est précisée sur le plan annexé à l'arrêté. Sa superficie est de 144 ha.

Prescriptions concernant la zone sensible

- Aucune activité autre que celle de loisirs de plein air (randonnées, pêche) dès lors qu'elle est pratiquée sans provoquer de pollution de la ressource en eau, n'est autorisée dans la zone sensible.
- Celle-ci est maintenue soit enherbée, soit en ripisylve entretenue sans usage de pesticides.
- L'enherbement est continu afin d'arrêter les écoulements toxiques accidentels tels que le ruissellement de phytosanitaires.
- Les zones humides existantes sont maintenues.
- L'accès de tout engin motorisé autres que ceux nécessaires à l'entretien est interdit. L'entretien est fait manuellement ou à défaut mécaniquement : les épandages et traitements phytosanitaires sont prohibés.
- L'abreuvement du bétail directement à la rivière est interdit.
- Tout dépôt ou stockage quel qu'il soit : produits chimiques, déchets (même en conteneur) est interdit. Le brûlage des déchets est également interdit.
- Les rejets limités au maximum sont compatibles avec l'objectif de qualité 1B de la Mayenne. En particulier aucun rejet du réseau d'assainissement provenant du bourg de Montreuil-sur-Maine en aval du rejet actuel ne sera admis dans la Mayenne en amont de la prise d'eau.
- Toute extension des volumes et flux rejetés en provenance des systèmes d'assainissement de la Jaille-Yvon, Chenillé-Changé, Chambellay et Champteussé-sur-Baconne se fera avec création d'un traitement de finition de type lagunage extensif, sauf impossibilité technique et économique dûment justifiée par une étude de faisabilité préalable.
- Les stations d'épuration de la zone sensible sont suivies par le Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration.

Il est procédé à un recensement des différents rejets de la zone sensible afin de vérifier l'absence de risque de déversement accidentel. Celui-ci est réalisé dans les 6 mois qui suivent l'arrêté de DUP.

Les plaisanciers se déplaçant sur la Mayenne en bateau à moteur et pénichette, seront informés de l'interdiction de rejets en provenance de ces embarcations dans ce périmètre.

L'entretien et le contrôle de ces embarcations se feront également en dehors du périmètre sensible.

Prescriptions concernant la zone complémentaire

Sont interdits :

- Les rejets susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- Les exploitations de carrières et l'ouverture d'excavation ;
- La création de cimetière ;
- La création de nouvelles activités ou habitations non raccordées à un assainissement collectif ;
- Les installations classées sauf celles résultant d'activités déjà existantes à la date de l'arrêté et sous réserve qu'elles n'engendrent pas de risque de pollution accidentelle ;
- La création de dépôts de produits susceptibles de dégrader la qualité des eaux. Pour les dépôts de fumier la réglementation générale s'applique ;
- L'installation de canalisations, réservoirs, dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux et de produits chimiques sauf ceux existant à la date de l'arrêté et dès lors qu'ils sont en rétention ;
- L'épandage d'effluents issus de l'assainissement urbain et industriel (boues de station d'épuration, matières de vidange...) ;
- L'utilisation de désherbant pour l'entretien des routes : D 770 et D 187 ;
- L'utilisation de produits chimiques pour la lutte contre les rongeurs ;
- L'emploi de moteurs thermiques pour les pompes d'irrigation dans la Mayenne. Seuls les moteurs électriques sont autorisés ;
- L'abandon sur place de déchets : le brûlage est également interdit.

Prescriptions particulières dans la zone complémentaire

Les projets suivants sont soumis à avis préalable de la DDASS et de la police des eaux indépendamment des différentes exigences réglementaires les concernant :

- Les aménagements hydrauliques, qu'ils concernent des drainages ou des recalibrages de collecteurs ;
- Les créations de nouveaux bâtiments ainsi que les rénovations d'anciens bâtiments et changements d'affectation de bâtiments existants ;
- L'installation de nouveaux élevages porcins et avicoles de plein air.

Ces aménagements devront faire l'objet d'une étude précise concernant les rejets et les risques de pollution accidentelle.

Aménagements et travaux de mise en conformité :

- Les bâtiments existants sont mis en conformité tant vis-à-vis des rejets que des stockages à risque qui sont réalisés sur rétention : engrais, phytosanitaires, hydrocarbures..

- Tous les systèmes d'assainissement (habitations isolées, hameau du Mesnil) sont mis en conformité avec la réglementation en vigueur, avec comme objectif une limitation de l'impact sur la qualité de l'eau de la Mayenne.
- Les puits sont protégés contre les pollutions accidentelles.
- Les eaux pluviales de l'exploitation des vergers de la SCA Le Lion-d'Anjou sont collectées et dirigées vers le ruisseau de la Roberdière. Cette opération fait l'objet d'une procédure de déclaration conformément au décret 93-743 rubrique 5.3.0 avec notamment la production d'une notice d'incidences. Ce ruisseau est détourné dans sa partie aval vers le bras secondaire de la Mayenne, lequel se rejette dans la Mayenne en aval de la prise d'eau de Chauvon. Cette opération devra faire l'objet d'une procédure d'autorisation loi sur l'eau conformément au décret 93.743 rubrique 2.5.0 et comportera notamment une notice d'incidences.
- Des fossés étanches sont réalisés en bordure de la RD 770 de part et d'autre de la Mayenne avec deux bassins de rétention aménagés à proximité du franchissement de la Mayenne.
- Lors de l'aménagement de la RD 770, les carrefours avec les RD 187 et RD 287 feront l'objet d'un aménagement spécifique de sécurité.

Périmètre éloigné

Il correspond à l'ensemble du bassin versant de la rivière la Mayenne, en Maine-et-Loire, en amont de la prise d'eau.

Les maîtres d'ouvrage, institutions professionnelles et services de l'Etat sont informés de l'existence de ce périmètre afin qu'il en soit tenu compte en vue de permettre une amélioration globale de la ressource, tant vis-à-vis des pollutions chroniques qu'accidentelles. Les dispositions de la réglementation en vigueur sont strictement respectées.

Le SAGE de la Mayenne en cours d'élaboration prend en compte l'objectif de qualité eau potable au Lion d'Angers.

Les rejets dans la rivière la Mayenne permettent de respecter l'objectif de qualité 1B de la rivière.

Une surveillance accrue ou une amélioration des déversoirs d'orage est réalisée pour qu'ils ne puissent fonctionner par temps sec.

Par ailleurs, la commune de Montreuil-sur-Maine veille à limiter l'accès aux abords de la Mayenne aux véhicules transportant des produits dangereux.

Les anciennes décharges sont réhabilitées.

Art.5 : PLAN D'ALERTE

Un plan d'alerte est établi en concertation avec les services de secours des départements de Maine-et-Loire et de la Mayenne et l'exploitant de l'unité de production d'eau de Chauvon

Ce plan d'alerte définira les modalités de transmission des informations en cas de pollutions accidentelles et les interventions à réaliser en vue de limiter les risques de contamination de l'eau pompée par la prise d'eau de Chauvon.

Ce plan d'alerte sera porté à la connaissance des collectivités situées en amont de la prise d'eau, jusqu'à la prise d'eau de Daon, laquelle constitue une station d'alerte permanente aux risques de pollution.

Art. 6 : DISPOSITIONS PREVENTIVES CONCERNANT LA RESSOURCE

Compte tenu de la vulnérabilité de la ressource, le SIAEP du Segréen étudie et met en œuvre une alimentation en secours de cette usine ou du réseau alimenté par cette usine (eaux souterraines, eaux de Loire...). Le secours permet d'assurer les besoins moyens journaliers produits par cette usine.

Art. 7 : DELAI DE MISE EN OEUVRE DES DISPOSITIONS DU PRESENT ARRETE

Les différentes prescriptions sont mises en œuvre dans un délai de 5 ans à compter de la date de la DUP. Une priorité est donnée aux améliorations des activités les plus à risque.

Art. 8 : ECHEANCIER DES REALISATIONS

Un échéancier de mise en œuvre des exigences de l'arrêté de déclaration d'utilité publique est présenté par le SIAEP dans l'année qui suit la prise de l'arrêté. Chaque année il est fait état par le SIAEP d'un bilan des réalisations.

Art. 9 : ACCES AUX INSTALLATIONS

La DDASS et le service en charge de la police de l'eau et du domaine public fluvial ont accès en permanence aux installations, même en l'absence de l'exploitant.

Le point de rejet de l'usine d'eau devra être aménagé de manière à être aisément accessible pour permettre d'effectuer des mesures ou prélèvements en toute sécurité.

Ces services seront tenus informés de tout incident important, tout arrêt ou modification concernant les pompes, le traitement et la distribution.

Art. 10 : L'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique sera publié au *recueil des actes administratifs* de la préfecture de Maine-et-Loire.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Segré, le président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Segréen, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et les maires de Chambellay, Champteussé-sur-Baconne, Chenillé-Changé, la Jaille-Yvon, le Lion-d'Angers, Marigné, Montreuil-sur-Maine et Thorigné-d'Anjou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers le - 7 JUIL. 2005

Pour Le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Jean-Jacques CARON

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes :

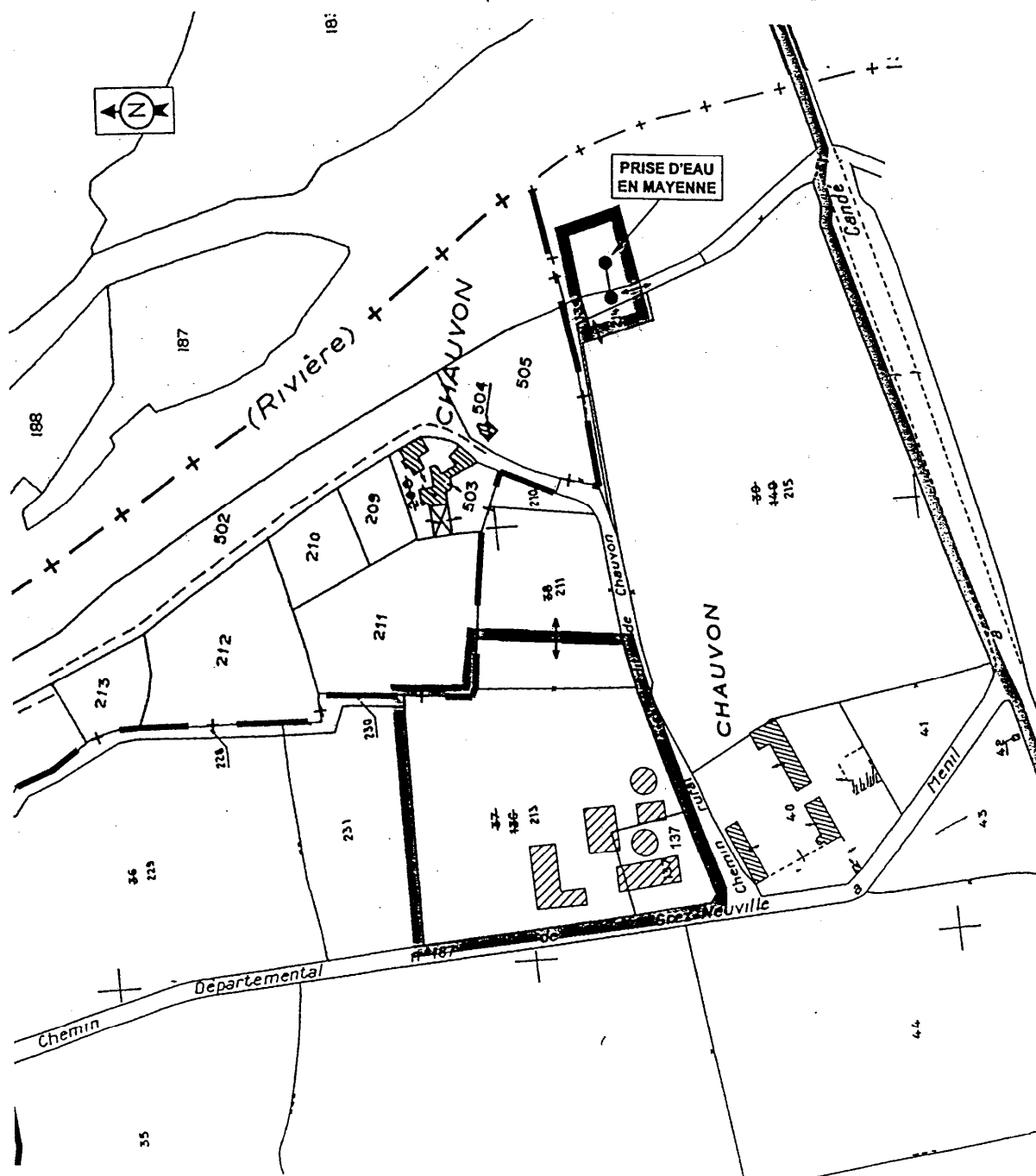
- par le demandeur dans un délai de deux mois à compter de la notification
- par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la dernière publicité (articles L. 214.10 et L. 514.6 du code de l'environnement).

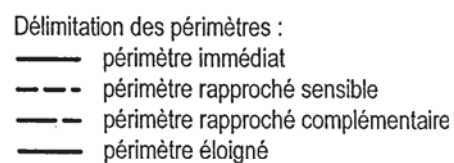
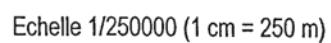
COMMUNE DE LION D'ANGERS PLAN DE SITUATION

Périmètre de protection immédiate

Prise d'eau en Mayenne

Echelle : 1 / 2500





Délimitation du périmètre de protection éloignée
de la Prise d'eau de Chauvon (zone hâchurée)

